

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 721

semaine du
du 1^{er} au 7
septembre
2022



Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

Rentrée scolaire : le gouvernement responsable du chaos

Page 8

Une semaine avant la rentrée scolaire, Emmanuel Macron réunissait les recteurs académiques à la Sorbonne à Paris. Il y a notamment déclaré : « *L'école de la République française n'est plus à la hauteur (...). Il y a un malheur français, un trouble, un malaise (...). Nous avons encore trop d'élèves malheureux, trop de parents anxieux, de professeurs désabusés, et d'entreprises qui ne trouvent pas de jeunes formés.* » Ces propos ont provoqué un véritable tollé, notamment chez les enseignants.

L'école publique n'est pas à la hauteur et ce serait à cause d'un grand malheur ? Mais qui est responsable de ce grand malheur, sinon Macron et sa politique de liquidation de l'école publique menée pendant tout le dernier quinquennat par Blanquer et que le ministre Ndiaye entend poursuivre ? Des parents anxieux et des élèves malheureux ? C'est le résultat de la machine à broyer de ParcoursSup et de la réforme du lycée, détruisant de facto le baccalauréat et supprimant l'accès pour tout bachelier aux études universitaires de son choix. Des professeurs désabusés ? C'est le résultat des classes surchargées, des conditions d'enseignement intenable causées par les contre-réformes successives, de la logique managériale qui gagne l'école avec sa privatisation rampante, des salaires qui continuent de baisser au regard de l'inflation galopante.

CONTRACTUELS RECRUTÉS EN 30 MINUTES

Ces propos de Macron masquent la réalité de la rentrée scolaire catastrophique qui va avoir lieu cette semaine : 4 000 postes non pourvus aux concours,

des fournitures scolaires dont les prix s'envolent, des milliers de classes surchargées, des milliers de classes sans enseignants statutaires.

En juin dernier, les « job datings », organisés par le ministère pour tenter de colmater la pénurie de professeurs titulaires à la rentrée, avaient indigné parents, enseignants et la population en général. Le reportage diffusé par BFM TV lundi 29 août, dans lequel une journaliste se fait recruter comme professeur contractuelle en 30 minutes sans rien connaître au monde de l'enseignement, met une nouvelle fois en lumière ce scandale. « *Ce n'est pas une situation optimale* », finit par lâcher le ministre face à la présentatrice du *20 Heures*. « *Nous faisons au mieux.* » Une situation « pas optimale » ? La plupart de ces nouveaux professeurs ne sauront toujours pas, à la veille de la rentrée, s'ils devront enseigner à des petites sections ou en cours élémentaire...

Personne n'est dupe des annonces gouvernementales sur le salaire des professeurs, sur le recrutement ou sur les grandes concertations. Dans ce chaos de la rentrée, c'est sur le terrain des revendications immédiates et urgentes définies par les personnels des écoles, collèges et lycées que cela va se jouer. ■

Grève dans les crèches parisiennes

Les agents des crèches de la Ville de Paris étaient en grève mardi 30 août, à l'appel de la CGT, de la CFTC, de l'UCP, de la FSU et de FO. Le secteur connaît une crise sans précédent, des centaines de lits sont fermés par manque de personnel. Les conditions de travail sont épouvantables et continuent à s'aggraver.

Il manque 10 % des effectifs, soit 800 agents, quand la ville en recrute 200 (!), dont la moitié ne sont même pas titulaires du diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture (une déréglementation qui n'est pas sans rappeler ce qui se passe au même moment à l'Education nationale).

Moins de congés, des salaires qui stagnent et, spécificité parisienne, des trajets de 3 à 4 heures par jour pour rejoindre un domicile avec un loyer accessible aux revenus. C'est pourquoi tous les syndicats (sauf la CFDT) réclament la mise en place des 183 euros du Ségur pour tous, tout de suite. Pour être un employeur attractif, pour diminuer le départ de ses fonctionnaires et ainsi sauvegarder le service public, il est nécessaire de mettre en place des mesures d'urgence. A l'inverse, le conseil municipal de la Ville de Paris a voté largement en juillet 2021 le retrait des 8 jours de congés, et la question de la reconnaissance de notre employeur revient en boomerang, y compris pour les responsables d'établissement qui ont lancé l'alerte en mai dernier. ■

5 000 participants aux AmFIs d'été de La FI

C'est, de très loin, le plus important rassemblement politique de la rentrée.

Les « amphis d'été » de La France insoumise, réunis à Châteauneuf-sur-Isère du 25 au 28 août, ont vu affluer cinq mille participants, un record.

Au cours de ces quatre jours se sont tenues 130 conférences, souvent pleines à craquer, ponctuées par la présentation, très suivie, des nouveaux députés Nupes/LFI, de nombreuses discussions informelles et, le soir, des concerts.

S'y sont retrouvées toute l'énergie et l'aspiration qui ont traversé la dernière période, des militants qui sont venus élaborer et chercher une feuille de route pour combattre la politique de Macron : l'explosion des prix, la compression des salaires, la rentrée scolaire chaotique, l'effondrement de l'hôpital, la réforme des retraites et de l'assurance-chômage, les incendies de l'été, les pénuries d'eau, la guerre... (...)

S'adressant à la presse, Manuel Bompard a listé les trois sujets au cœur de la rentrée :

« – L'urgence climatique et environnementale.

– L'urgence sociale, l'inflation et la vie chère. Nous travaillons depuis plusieurs semaines à l'organisation d'une marche contre la vie chère qui se veut complémentaire aux diverses initiatives syndicales qui sont d'ores et déjà programmées et que nous soutenons.

Nous allons nous revoir avec les organisations syndicales et associatives le 12 septembre avec pour objectif d'aller vers une date de mobilisation nationale qui pourrait avoir lieu au mois d'octobre.

– L'introduction d'une taxation sur les super-profits » et le lancement d'une pétition qui a déjà recueilli, à l'heure où nous écrivons, 51 000 signatures. Tourné vers l'action, Jean-Luc Mélenchon a appelé à tenir, partout dans le pays, des assemblées citoyennes de circonscription les plus larges possibles, à se porter auprès des écoles et des hôpitaux pour agir avec les parents, les usagers, les personnels et à préparer ensemble la marche nationale contre la vie chère.

Dans ce numéro, nous donnons la parole aux militants, aux conférenciers, aux députés, qui y étaient.

Ils donnent leur point de vue à *Informations ouvrières*

« L'événement majeur de la rentrée »

■ **Arthur Meyer-Abbatucci**, candidat LFI-Nupes aux législatives dans la 7^e circonscription des Alpes-Maritimes.

« On ne se cantonne pas au fait de se battre dans l'Hémicycle »

■ **Frédéric Mathieu**, député LFI-Nupes de la 1^{re} circonscription d'Ille-et-Vilaine.

« Au plus près des gens qui vont se retrouver en difficulté à la rentrée »

■ **Carlos Martens Bilongo**, député LFI-Nupes de la 8^e circonscription du Val-d'Oise.

« On a intérêt à ce que les organisations syndicales et politiques bossent ensemble et suivent un même agenda »

■ **Léo Walter**, député LFI-Nupes de la 2^e circonscription des Alpes-de-Haute-Provence.

« Etablir avec la population les besoins, discuter avec elle des initiatives »

■ **Jérôme Legavre**, député de la 12^e circonscription de Seine-Saint-Denis.

« Parcoursup, la sélection... c'est non jusqu'au bout ! »

Hugo Prevost, secrétaire national du syndicat étudiant l'Alternative (1), coporte-parole et élu au Cneser (2).

Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

Par prélèvement mensuel : 7 euros 11 euros pour les plis clos

Par prélèvement mensuel avec soutien : euros

Pour consulter l'édition numérique d'*IO* (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

(Les prélèvements ont lieu en fin de mois. Dater et signer l'autorisation de prélèvement ci-contre en joignant un relevé d'identité bancaire ou postale. Vous pourrez suspendre à tout moment ces prélèvements par simple lettre.)

12 numéros : 20 euros 6 mois (25 numéros) : 35 euros

1 an (51 numéros) : 70 euros 1 an, pli clos : 125 euros

10 NUMÉROS : 10 EUROS POUR TOUT PREMIER ABONNEMENT

Remplir lisiblement et en lettres CAPITALES

Comité : Département :

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, av., etc. : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.

Mandat

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez *Informations ouvrières* à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions d'*Informations ouvrières*.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle.

Une demande de remboursement doit être présentée : dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé, et vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Date :

Signature (obligatoire) :

IMPORTANT : n'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, de dater et signer votre autorisation de prélèvement.

Numéro ICS : FR69ZZ442543

Cadre réservé à l'administration du journal